

Journée d'étude 2014

« Travailler ensemble pour une société du mieux vivre ensemble »

La première journée de l'ABFRIS en 2010 avait comme sujet : « *Diplômes historiques et nouveaux métiers du social* ». La deuxième, en 2012, s'intitulait : « *Résister aux effets pervers de l'idéologie managériale dans le social* » et avait pour objet d'aborder la situation de l'intervention sociale et de ses actions, face aux logiques managériales actuelles, de rechercher les moyens de lutter contre elles et de défendre l'intérêt des personnes, dans le respect de la démocratie.

Pour faire lien avec ces deux premières journées d'étude, nous avons centré cette troisième journée d'étude sur deux thèmes étroitement reliés :

1. comment travailler ensemble ? (quel(s) type(s) de collaboration /coopération/co intervention) ;

Jamais nous n'avons autant entendu parler de **coordination, de concertation, de partenariat, de travail en réseau**, ... Comment ces pratiques sont-elles mises en place, avec quels moyens, sous la direction de quels principes méthodologiques, à l'aide de quelles balises déontologiques ?

Les logiques managériales, de partenariat, de réseaux définissent de nouvelles formes de gouvernance axées sur le travail prescrit. Mais vivre, agir, travailler ensemble, c'est **faire société, produire du collectif** ! Qu'est-ce que faire du collectif en 2014 en tenant compte du concept de diversité culturelle et de celui d'intégration ou d'inclusion ? Allons-nous vers une société de « l'intermédiation » ? **Comment l'action publique participe-t-elle à l'action collective** avec les tensions qui parcourent la réalité sociale ?

2. pour qui, avec qui devons-nous travailler ensemble et pour quoi ? Pour quel « mieux vivre ensemble de tous et de chacun » ?

Dans le contexte actuel, la question du « **bien vivre ensemble** » se pose aussi dans toutes ses dimensions. Il ne peut s'agir ici d'un mode de vie standardisé, balisé par les critères d'un seul système dominant dont « le Marché », « l'État », « l'Europe ou les États-Unis », « la Mondialisation », « l'Identité nationale, régionale ou locale », ... ne sont que quelques exemples.

Aller vers un **mieux vivre ensemble** pose la question de l'évolution des modes de vie et de ce qu'on entend par la « *vie bonne* », selon Ricœur. À cet endroit, comment les collectivités locales des rues, des quartiers, des villages, des villes et des régions pourraient-elles réinventer un espace collectif animé par le désir de justice sociale dans le jeu de l'interrelation, alors qu'elles subissent le cadre d'une société de plus en plus planétaire ?

Notre époque est tout particulièrement caractérisée par la transition qui s'opère, entre **les valeurs** d'un 20e siècle -centrées autour de l'Etat-nation- et celles d'un 21e siècle – en phase de mondialisation accélérée – qui restent à construire. L'action collective ne peut donc « être construite » uniquement par les professionnels du social et par l'action publique : elle ne peut se construire qu'avec les personnes concernées, dans de nouvelles formes de **vivre ensemble**, qui permettent de découvrir ou de redécouvrir un (nouveau) mode d'action communautaire qui fait aujourd'hui cruellement défaut.

La journée d'étude s'articulera autour de **deux ou trois communications en plénière** autour des thèmes :

- Comment **travailler ensemble** dans le social ? Réseaux et interprofessionnalité.>
- Le **mieux vivre ensemble** de tous et de chacun, objectif du travail communautaire en 2014 ?

Cinq axes sont envisagés pour traiter ces questions en ateliers :

1) Mieux vivre ensemble

Qu'est-ce que mieux vivre ensemble ? Qu'est-ce que faire société aujourd'hui ? Quelles sont les formes de vivre ensemble ? Y a-t-il des limites à vouloir vivre ensemble et si oui lesquelles ? Il s'agit de récolter les témoignages de partage d'expériences concrètes, dans sa maison, son quartier, son association, son école avec ses amis, ses proches, ses voisins. Quelles finalités pour vivre ensemble ? Quelles sont les valeurs qui sont véhiculées ou qui aspirent à être véhiculées ? Pour quel(s) projet(s) ? Avec qui et pourquoi ? Dans quel(s) but(s) ? Quelles sont les valeurs humanistes qui sous-tendent l'action collective ? Qu'est-ce qui définit l'intérêt commun ?

2) Travailler ensemble dans l'intervention sociale

Qu'est-ce que cela signifie ?

Comment les différents métiers du social peuvent-ils coopérer au « mieux vivre ensemble » ? Il s'agit, ici, de favoriser les échanges d'expériences pratiques. Quelles sont les interrogations éthiques qui se posent ? Qu'est-ce que l'intérêt commun ? Comment conjuguer intérêts personnels et intérêts collectifs ?

3) Les formes de travail collectif des professionnels de l'intervention sociale

Une réalité ? Un rêve ? Une utopie ?

Qu'est-ce que cela recouvre concrètement (liaison, coordination, concertation, partenariat, travail en réseau, co-intervention, mutualisation, autres formes à inventer) ? Pour qui, dans quel(s) but(s) ? Quels sont les outils, les méthodologies qui s'avèrent utiles au travail collectif ?

4) Les nouveaux modes d'action collective citoyenne

Le collectif, la solidarité collective sont-ils (encore) porteur de sens aujourd'hui ? Quels sont les nouveaux modes d'action citoyenne ? Former à l'action collective citoyenne et communautaire : quel défi pour les formateurs ? Avec quels outils, quelles méthodologies ? Quels sont les champs théoriques porteurs ?

5) Comment l'Action publique contribue-t-elle au « mieux vivre ensemble », « au bien vivre ensemble » et au « travailler ensemble » ?

Agir... agiter... activer... Pour qui, pour quoi ? Pour quels effets ? Comment définir la cohésion sociale ? Quelles sont les formes de gouvernance qui la structure ? Quelles sont les politiques mises en place favorisant la vie et le travail en commun ?